

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 27 mai 2026****Objet n° 17** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Hasan KOYUNCU, Président du conseil; M. Martin DE BRABANT, Bourgmestre ff; M. Vincent VANHALEWYN, Echevin; Mme Justine HARZE, Echevine; MM. Cédric MAHIEU, Frédéric NIMAL, Abobakre BOUHJAR, Echevin; Mmes Laure LITA, Gudrun WILLEMS, Echevine; M. Thomas ERALY, Echevin; M. Quentin VAN DEN HOVE, Conseiller communal; Mmes Angelina CHAN, Dône SONMEZ, Conseillère communale; MM. Bernard CLERFAYT, Georges VERZIN, Ibrahim DONMEZ, Sadik KOKSAL, Conseillers communaux; Mme Leila LAHSSAINI, Conseillère communale; M. Yusuf YILDIZ, Conseiller communal; Mmes Naïma BELKHATIR, Emel KOSE, Marie GERVAIS, Conseillère communale; M. Anton SCHUURMANS, Conseiller communal; Mme Farida TAHAR, Conseillère communale; M. Elias AMMI, Conseiller communal; Mmes Barbara TRACHTE, Isabelle DURANT, Sarah BESTRIOUI, Chloé DEGUIDE, Marie SPEECKAERT, Conseillère communale; MM. Benjamin DEVOS, Abdourahmane BALDE, Saït KÖSE, Olivier WILLOCX, Matthieu DEGREZ, Mathias GYSELEN, Salih Emin DEMIRHAN, Conseillers communaux; M. David NEUPREZ, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Deborah LORENZINO, Echevine; M. Emin OZKARA, Conseiller communal; Mmes Cécile JODOGNE, Audrey HENRY, Conseillère communale; MM. Ufuk NARINC, Ahmed EL BARGERAGEI, Conseillers communaux; Mmes Yousra OUCHEN, Ayse YIGIT, Yousra Douhri, Conseillère communale; M. Quentin VANBAELEN, Conseiller communal.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mmes Naïma BELKHATIR, Farida TAHAR, Barbara TRACHTE, Sarah BESTRIOUI, Conseillère communale.

#Objet : Règlement relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics – Modification - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 4 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 119, 119bis et 123 de la Nouvelle loi communale ;
 Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ;
 Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes ;
 Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 modifiant l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes ;
 Vu l'ordonnance du 14 décembre 2023 simplifiant les règles en matière d'accès à la profession ;
 Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;
 Vu le règlement relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics – Modification adopté par le conseil communal en sa séance du 28 avril 2021 ;
 Considérant qu'en vertu de l'article 8 § 1er de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes sur les marchés et fêtes foraines publiques est déterminée par un règlement communal ;

DECIDE

De modifier son règlement relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics et d'en arrêter le texte comme suit :

CHAPITRE I : Définitions et dispositions général

Article 1 : Définitions

1. Un « marché » est une manifestation créée ou préalablement autorisée par la Commune, rassemblant, en des lieux et en des temps déterminés des personnes qui y vendent des produits et des services.
2. Un « produit » est un bien corporel meuble.
3. Un « service » est toute prestation effectuée par une entreprise dans le cadre de son activité professionnelle ou en exécution de son objet statutaire.
4. Est considéré comme « marchand abonné », le commerçant ambulant titulaire d'un abonnement qui lui est accordé pour une durée d'un an renouvelable tacitement.
5. Est considéré comme « marchand occasionnel », le commerçant ambulant qui fréquente les marchés de manière occasionnelle et à qui est octroyé un emplacement au jour le jour en fonction des disponibilités du marché.
6. Est considéré comme « marchand démonstrateur », le commerçant ambulant dont l'activité consiste exclusivement dans la mise en vente de l'un ou l'autre produit ou service dont il vante la qualité et/ou explique le maniement au moyen d'arguments et/ou démonstrations visant à mieux le faire connaître au public et ainsi à en promouvoir la vente.
7. Est considérée comme « entreprise », toute organisation visée à l'article I.1.1^o, du Code de droit économique soumise à l'obligation de s'inscrire à la Banque-Carrefour des Entreprises conformément à l'article III.16 du Code de droit économique.
8. Par « activité ambulante », il y a lieu d'entendre toute vente, offre en vente ou exposition en vue de la vente de produits ou de services au consommateur, effectuée par une entreprise en dehors de ses unités d'établissement inscrites à la Banque Carrefour des Entreprises (BCE) ou par une personne ne disposant pas d'un établissement du genre.

Article 2 : Organisation pratique des marchés

1. Les marchés publics hebdomadaires sont réservés à la vente de produits ou de services au consommateur.
2. Le Collège des Bourgmestre et Echevins, ci-après dénommé le Collège :
 - arrête les lieux, jours et horaires des marchés ;

- arrête le plan des emplacements ;
 - arrête le plan de ces différents marchés ;
 - arrête les spécialisations éventuelles des emplacements ;
 - arrête les spécifications techniques des emplacements ;
 - peut limiter le nombre d'emplacements réservés à la vente de certains produits ;
 - peut prévoir des zones destinées à accueillir des produits déterminés ;
 - définit les catégories de produits acceptées sur les marchés ;
 - arrête chaque trimestre la liste des abonnés par marché.
3. Le Collège se réserve le droit de supprimer ou de déplacer les passages indiqués sur ces plans, d'en ajouter d'autres et d'en modifier les dimensions.
 4. Le Collège peut modifier la localisation des emplacements lorsque l'intérêt du marché le justifie. De même, il peut supprimer provisoirement des emplacements en fonction des nécessités impératives liées à l'intérêt public. Dans ce cas, la Commune suspendra le paiement de l'abonnement à concurrence du montant correspondant à la période d'arrêt. A titre exemplatif mais non limitatif, ces nécessités pourront être :
 - a. l'exécution de travaux privés, publics – communaux et autres – et a fortiori ceux nécessitant une exécution imprévue et immédiate pour des motifs de salubrité et de sécurité publiques ou par ordre de police ;
 - b. toute exécution de mesures pour cause de force majeure ;
 - c. l'exercice du culte ;
 - Lors de l'exécution de chantiers et/ou de fêtes foraines, en fonction des espaces publics disponibles, le Collège peut déplacer tout ou partie d'un marché dans les environs immédiats de sa localisation habituelle. Lors de ce déplacement, les abonnés seront admis par ordre d'ancienneté de présence sur le marché concerné sans que les marchands excédentaires puissent prétendre à une autre indemnisation que la suspension du paiement de leur abonnement à concurrence du montant correspondant à la période d'arrêt.
 5. L'exploitation des marchés peut être cédée à un ou des concessionnaires.

Article 3 : Tenue des marchés

1. La Commune organise les marchés suivants :
 - le marché Riga du lundi matin
 - le marché Dailly/Chazal du mardi matin
 - le marché Chasseurs Ardennais du vendredi après-midi
 - le marché Saint-Servais / Lehon du vendredi matin
 - le marché Helmet du samedi matin (petite place d'Helmet)
2. Le marché n'a pas lieu si le jour prévu pour ce marché coïncide avec le 25 décembre ou le 1er janvier.
3. Il est défendu d'établir, d'organiser ou de tenir un « marché » sur le territoire de la Commune de Schaerbeek, si ce n'est aux endroits, jours et heures désigné(e)s par le Collège des Bourgmestre et Echevins de Schaerbeek.

CHAPITRE II – Des emplacements sur les marchés publics

Sous-section 1 - Généralités

Article 4 : Répartition des emplacements

Les emplacements sont attribués :

1. soit par abonnement avec un maximum de 95% du nombre total d'emplacements sur le marché ;
2. soit au jour le jour (minimum 5% du nombre total d'emplacements sur le marché).

Article 5 : Bénéficiaires des emplacements sur les marchés

1. Un emplacement sur un marché public peut être attribué uniquement aux entreprises exerçant des activités ambulantes, inscrites à la Banque-Carrefour des Entreprises. Seule une personne représentant valablement une entreprise exerçant des activités ambulantes et inscrites à la Banque Carrefour des Entreprises, peut solliciter l'attribution d'un emplacement sur l'un des marchés organisés par la Commune.
2. Les responsables des opérations de vente sans caractère commercial dans un but philanthropique, social, culturel, éducatif, sportif ou dans un but de défense ou de promotion de la nature ou du monde animal ou de l'artisanat ou des produits du terroir et qui ont un caractère occasionnel, peuvent solliciter l'attribution d'un emplacement sur l'un des marchés organisés par la commune. Ils doivent préalablement en avoir obtenu l'autorisation, conformément au prescrit de l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes.

Article 6 : Les personnes qui peuvent occuper les emplacements sur les marchés

1. Les emplacements peuvent être occupés par les personnes physiques qui exercent l'activité ambulante pour le compte de l'entreprise.
2. L'emplacement attribué à un démonstrateur peut en outre être occupé par le démonstrateur auquel le droit d'usage temporaire de l'emplacement a été sous-loué et par les personnes physiques qui exercent l'activité ambulante pour le compte de ce dernier.
3. Les personnes qui réalisent des ventes sans caractère commercial dans le cadre des opérations visées à l'article 7 de l'AR du 24 septembre 2006 peuvent occuper l'emplacement attribué à la personne responsable de l'opération. Le cas échéant, elles peuvent l'occuper en dehors de la présence de celle-ci.

Article 7 : Nombre d'emplacements par marché public

Afin de garantir la diversité de l'offre et dans un souci d'équité, le nombre d'emplacements par entreprise par marché est limité à un.

Article 8 : Correspondance avec la Commune

Pour l'application du présent règlement, les courriers et notifications doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Administration communale de Schaerbeek

Service Commerces

Pôle Rodenbach

Avenue Georges Rodenbach 29

1030 Schaerbeek

ou par mail à l'adresse suivante : commerces@1030.be

Article 9 : Consultations des données

Toute personne intéressée peut consulter, sur rendez-vous, au service Commerces :

1. le plan ou le registre des emplacements, ainsi que les éventuels fichiers informatiques annexes ;
2. le registre de candidatures.

Sous-section 2 – Procédure d’attribution des emplacements au jour le jour

Article 10 : Attribution des emplacements au jour le jour

1. L’attribution des emplacements au jour le jour représente au minimum 5 % de la totalité des emplacements du marché.
2. Les marchands occasionnels se verront attribuer les places disponibles par tirage au sort d’une pièce d’identité et à la condition qu’ils aient une carte bancaire avec un solde suffisant pour payer l’emplacement. A cet effet, ils respecteront scrupuleusement les injonctions des préposés communaux au placement.
3. Un seul emplacement par marché peut être attribué à chaque marchand occasionnel.
4. Au vu des contraintes relatives à la fourniture d’électricité (tous les emplacements ne disposent pas d’électricité) et au vu de la présence d’emplacements ne pouvant accueillir des véhicules (en fonction de la structure urbanistique), l’administration communale de Schaerbeek ne peut garantir de place aux marchands commercialisant des denrées alimentaires périssables (fruits, poissons, poulets crus et rôtis, etc...).

Sous-section 3 – Procédure d’attribution des emplacements par abonnement

Article 11 : Avis de vacance d’un emplacement

Lorsqu’un emplacement à attribuer par abonnement est vacant, la vacance est annoncée :

1. par l’insertion d’un avis sur le site internet de l’Administration communale de Schaerbeek : 1030.be
2. ou par la publication d’un avis dans le magazine communal ou les plateformes digitales officiellement utilisées par la Commune (type réseaux sociaux) Cet avis mentionne le marché, la localisation de l’emplacement, son métrage, son prix, ses spécificités techniques, s’il y a lieu sa spécialisation, et le délai dans lequel la candidature doit être introduite.

Article 12 : Candidatures à la suite d’un avis de vacance

1. Les candidatures peuvent être introduites à la suite d’un avis de vacance ou à tout moment. Les candidatures seront inscrites dans le registre visé à l’article 13 du présent règlement.
2. Pour être valables, les candidatures doivent être adressées soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit par lettre déposée contre accusé de réception, soit sur support durable (e-mail) contre accusé de réception à l’une des adresses visées à l’article 8 du présent règlement et comporter les renseignements et annexes suivants :
 - le nom, le prénom, l’adresse et les coordonnées téléphoniques du demandeur (personne physique ou morale), ainsi que son éventuelle adresse électronique ;
 - pour une personne physique : le numéro national, une copie de la carte d’identité (recto verso) ;
 - pour une personne morale : une copie des statuts, à jour, de la société, de l’acte de fondation de la personne morale ;
 - l’extrait intégral des données de l’entreprise délivré par la Banque Carrefour des Entreprises (avec mention d’activité(s) ambulante(s)) ;
 - la mention du marché et/ou du jour du marché demandé ;
 - la liste et le genre de produit(s) et/ou service(s) offert(s) en vente ou, le cas échéant, la mention « démonstrateur » ;
 - le certificat de santé obligatoire et l’autorisation de l’A.F.S.C.A. en cas de vente de produits alimentaires ;
 - l’immatriculation du camion magasin et/ou la remorque en cas de vente de poissons, viandes, et dérivés ;
 - la preuve que le véhicule utilisé respecte les normes en vigueur au sein des zones de basses émissions ;
 - le type de matériel utilisé (échoppe, parasols, camion magasin, remorque, ...) et les dimensions de ce dernier ;
 - le certificat de conformité pour les utilisateurs d’installations électriques et/ou au gaz ;
 - si l’activité est saisonnière : la mention de la période d’activité désirée ;
 - le métrage souhaité ;
 - une photo récente de l’étal.

Article 13 : Registre des candidatures pour les emplacements vacants

1. Toutes les candidatures sont inscrites dans un registre au fur et à mesure de leur réception.
2. Les candidats devront confirmer leur candidature au service du commerce par courrier ordinaire ou/et électronique afin de demeurer dans ledit registre au début de chaque année civile et dans tous les cas avant le 1er février. Cette confirmation devra être introduite de la même manière que l’introduction de la candidature. A défaut de confirmation dans le délai fixé, la candidature deviendra caduque.
3. Conformément au décret et à l’ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission Communautaire Commune et la Commission Communautaire Française relatifs à la publicité de l’administration dans les institutions bruxelloises, ce registre peut toujours être consulté au service communal gestionnaire des marchés ou auprès du concessionnaire.

Article 14 : Attribution d’un emplacement vacant

1. Tout emplacement vacant sur l’un des marchés publics organisés par l’administration communale de Schaerbeek est attribué à un commerçant ambulant qui ne se trouve pas dans une situation d’exclusion des marchés selon l’ordre de priorité suivant :
 - aux démonstrateurs à concurrence de 5% du nombre total des emplacements de chaque marché ;
 - au marchand ambulant, déjà titulaire d’un emplacement sur ce marché, qui souhaite un changement d’emplacement ;
 - au marchand ambulant qui sollicite un emplacement suite à la suppression ou la modification de celui qu’il occupait sur un marché de la Commune ou au marchand ambulant auquel l’administration communale de Schaerbeek a notifié le préavis visé à l’article 24 sur ce marché, sans préjudice de l’application de l’article 7 ;
 - au commerçant ambulant ayant introduit une demande d’abonnement, intitulé candidat externe ;
 - au marchand ambulant voisin contigu qui souhaite une extension d’emplacement
2. Au sein de chaque catégorie, les candidatures sont ensuite classées, s’il y a lieu, en fonction de l’emplacement et de la spécialisation sollicitée.
3. Les candidatures sont enfin classées par ordre chronologique, selon le cas, de remise de la main à la main de la lettre de candidature, de son dépôt à la poste ou de sa réception sur support durable (e-mail). Lorsque deux ou plusieurs demandes, appartenant à la même catégorie, et le cas échéant, à la même spécialisation, sont introduites simultanément, l’ordre d’attribution est déterminé comme suit :
 - sauf pour la catégorie des candidats externes, la priorité est donnée au demandeur qui a le plus d’ancienneté sur les marchés de la Commune ; à défaut de pouvoir établir la comparaison des anciennetés, la priorité est déterminée par tirage au sort ;
 - pour les candidats externes, la priorité est déterminée par tirage au sort.

Article 15 : Notification de l’attribution des emplacements par abonnement

L’attribution de l’emplacement est notifiée au demandeur :

- soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;
- soit par support durable avec accusé de réception.

Article 16 : Registre des emplacements attribués par abonnement

1. Un registre est tenu, mentionnant pour chaque emplacement attribué par abonnement :

- le nom, le prénom, l'adresse de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ;
 - s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué et l'adresse de son siège social ;
 - le numéro d'entreprise ;
 - les produits et/ou les services offerts en vente ;
 - s'il y a lieu, la qualité de démonstrateur ;
 - la date d'attribution de l'emplacement ;
 - si l'activité est saisonnière, la période d'activité ;
 - le prix de l'emplacement, sauf s'il est fixé de manière uniforme ;
 - s'il y a lieu, le nom et l'adresse du cédant et la date de la cession.
2. Conformément au décret et à l'ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission Communautaire Commune et la Commission Communautaire Française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, ce registre peut toujours être consulté au service communal gestionnaire des marchés ou auprès du concessionnaire.

Article 17 : Mises à jour des données

Avant d'occuper l'emplacement qui lui est dévolu par abonnement, le commerçant ambulant est tenu de fournir au service du Commerce :

- une mise à jour des données en possession du service depuis son dépôt de candidature ;
- en cas de vente de produits alimentaires : l'autorisation, en cours de validité, délivrée par l'A.F.S.C.A., ainsi que le certificat de santé obligatoire ;
- la preuve de paiement pour le trimestre en cours.

Par la suite, il est tenu d'assurer de manière permanente la mise à jour de l'ensemble de ces données.

Article 18 : Durée de l'abonnement

L'abonnement est accordé pour une durée d'un an, renouvelable tacitement pour autant que le titulaire de l'abonnement respecte les modalités de paiement définies à l'article 26, et sans préjudice de la possibilité pour son titulaire de le suspendre ou d'y renoncer conformément au présent règlement.

Article 19 : Suspension de l'abonnement par son titulaire

1. L'abonné peut solliciter la suspension de son abonnement lorsqu'il se trouve dans l'incapacité d'exercer son activité pour une période prévisible d'au moins trente jours, soit pour maladie ou accident, attesté par un certificat médical, soit pour cas de force majeure. La suspension ne prend effet que le jour où le service du Commerce est informé de l'incapacité et cesse au plus tard cinq jours après la communication de la reprise d'activités.
2. Les abonnements accordés pour l'exercice d'une activité ambulante saisonnière sont suspendus pour la durée de la période de non-activité.
3. En cas d'épidémie ou de contamination dont la gravité a justifié des mesures des autorités administratives compétentes, les commerçants dont les produits vendus sont directement concernés, pourront solliciter la suspension de leur abonnement en respectant les mêmes modalités que celles prescrites pour les cas de maladie, accident et de force majeure.

Dans ces trois cas de figure, le Collège accorde la suspension du paiement de l'abonnement à concurrence du montant correspondant à la période d'arrêt.

Durant ces périodes de suspension, l'emplacement peut être attribué au jour le jour.

Les demandes de suspension de l'abonnement sont notifiées soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, soit sur support durable (e-mail) contre accusé de réception.

Article 20 : Renonciation à l'abonnement par son titulaire

Le titulaire d'un abonnement peut renoncer à celui-ci :

- à son échéance moyennant un préavis d'au moins trente jours,
- à la cessation de ses activités ambulantes, moyennant un préavis de trente jours ;
- lorsque le commerçant se trouve dans l'incapacité définitive d'exercer son métier soit pour des raisons de maladie ou d'accident, attestée par certificat médical ; soit pour cas de force majeure, dûment démontré. Dans ces deux cas un préavis n'est pas nécessaire et la renonciation est immédiate.

Les ayants-droits de la personne physique exerçant son activité pour son propre compte peuvent, au décès de cette personne, renoncer sans préavis à l'abonnement dont elle est titulaire.

Les demandes de renonciation à un abonnement sont notifiées soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, soit sur support durable (e-mail) contre accusé de réception.

Article 21 : Cession d'un emplacement

La cession d'un emplacement attribué par abonnement est autorisée moyennant le respect des dispositions du présent règlement ainsi qu'aux conditions suivantes :

1. uniquement si le cessionnaire est inscrit à la Banque Carrefour des Entreprises ;
2. pour autant que le cessionnaire poursuive la spécialisation du cédant sur chaque emplacement cédé, sauf si la Commune autorise un changement de spécialisation. Une éventuelle modification de la spécialisation doit être demandée par lettre recommandée au Collège des Bourgmestre et Echevins.

L'emplacement peut être cédé une nouvelle fois, au plus tôt un an après la cession, sauf moyennant accord explicite de la Commune.

Le cessionnaire peut occuper l'emplacement cédé uniquement lorsque la Commune a constaté que :

- les conditions visées à l'alinéa 1er, 1 et 2 sont remplies ;
- et, pour autant que le cessionnaire ne dispose, à la suite de la reprise, de plus d'un emplacement.

La cession est valable pour la durée de validité restante de l'abonnement du cédant. En cas de cession, l'abonnement est également renouvelé tacitement.

Article 22 : Sous-location d'un emplacement

1. Toute sous-location de tout ou partie d'un emplacement, attribué par abonnement ou à titre momentané, à un tiers est interdite, à l'exception des dispositions prévues au point 2. En cas d'infraction à cette disposition, outre l'éventuelle infraction d'une amende administrative de maximum 500,00 EUR, l'abonnement pourra être définitivement retiré à son titulaire selon la procédure prévue à l'article 24 du présent règlement.
2. Les démonstrateurs ou associations de démonstrateurs peuvent sous-louer à d'autres démonstrateurs leur droit d'usage

temporaire sur cet emplacement. Cette sous-location peut se faire soit directement, soit par l'intermédiaire d'une association ouverte à tout démonstrateur sans discrimination.

3. Selon le cas, le démonstrateur ou l'association communique préalablement au Collège la liste des démonstrateurs auxquels le droit d'usage d'un emplacement a été sous-loué.
4. Le prix de la sous-location ne peut être supérieur à la part du prix de l'abonnement pour la durée de la sous-location.

Article 23 : Suppression définitive d'emplacement

Un préavis d'un an est donné aux titulaires d'emplacements en cas de suppression définitive d'un marché ou d'une partie de ses emplacements.

En cas d'absolue nécessité telle que, et sans que cette énumération ne soit exhaustive, l'exécution de travaux publics ou privés ne pouvant souffrir d'aucun retard lié à des motifs de salubrité et de sécurité publique, ce délai n'est pas d'application.

Cette disposition est applicable quel que soit le nombre d'emplacements concernés par cette suppression. Cette décision ne pourra donner droit à aucune indemnité quelconque au bénéfice de l'abonné.

Sous-section 4 – Suspension et retrait d'abonnement ou du droit de participation occasionnelle décidés par la Commune

Article 24 : Motifs (de suspension et de retrait)

1. L'abonnement pourra être suspendu ou retiré par le Collège des Bourgmestre et Échevins ou par le concessionnaire dans les cas suivants :
 - non-paiement ou paiement tardifs répétitifs de la redevance de l'emplacement ;
 - faillite ;
 - trouble de l'ordre public ou d'ébriété ;
 - absence du marchand titulaire d'un abonnement durant 3 semaines consécutives sans en avertir l'administration communale au préalable ;
 - pour les commerçants en denrées alimentaires, en cas de suspension ou de retrait de l'autorisation délivrée par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire. Dans ce cas la suspension ou le retrait sont immédiats.
 - non-respect des dispositions légales en matière de protection des consommateurs ;
 - refus de se conformer aux injonctions des services de Police, ou du service organisateur et/ou des agents percepteurs ;
 - non-respect des dispositions du présent règlement ;
2. Un premier constat fera l'objet d'un avertissement sauf si les personnes mentionnées à l'article 46 du présent règlement estiment que les faits reprochés sont de nature telle qu'ils impliquent directement un rapport au Collège. Un deuxième constat fera l'objet d'un rapport au Collège.

Article 25 : Durée de la suspension

1. Le droit de participation occasionnelle ou l'abonnement du marchand seront suspendus pour une période déterminée par le Collège sur base des circonstances de fait.
2. Les marchands dont l'abonnement ou le droit de participation occasionnelle ont été retirés ne pourront prétendre à nouveau à un emplacement qu'après une période déterminée par le Collège sur base des circonstances de fait.
3. Un commerçant ambulant dont l'abonnement est suspendu pour l'une des causes visées à l'article 24 ne peut participer à l'un des marchés publics organisés par l'administration communale de Schaerbeek en qualité d'occasionnel pendant la durée de suspension de son abonnement.

Article 26 : Redevances

Les redevances déjà perçues ne pourront être recouvrées par le titulaire de l'abonnement qui aura été suspendu ou retiré pour l'une des causes visées à l'article 24.

Article 27 : Modalités

La décision de suspension ou de retrait de l'abonnement est prise par le Collège et est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par remise de courrier contre accusé de réception ou sur support durable (e-mail) contre accusé de réception.

Par ailleurs, sauf autorisation préalable des autorités communales, tout marchand qui néglige ou refuse de se conformer aux prescriptions légales et/ou au présent règlement pourra voir ses matériel, véhicule, étal et/ou marchandises enlevés à ses risques et périls et à ses frais par l'intervention des services de police.

CHAPITRE III : Organisation générale des marchés publics

Article 28 : coordonnées des placiers communaux

Un numéro de téléphone qui permet de contacter le placier communal en charge du marché est affiché au verso de la fiche d'identification des marchands tel que visé à l'article 43.

Article 29 : Fixation et mode de paiement du prix des emplacements

1. Le Conseil communal fixe le montant des redevances sur les marchés publics de l'administration communale de Schaerbeek.
2. Les titulaires d'un emplacement sur un des marchés sont tenus au paiement de la redevance conformément au règlement redevance y relatif.
3. Pour les abonnés, l'abonnement est renouvelable moyennant paiement de la redevance un mois avant la date d'échéance.
4. Pour les occasionnels, le paiement se fait obligatoirement par paiement électronique.

Article 30 : Horaires d'installation et de libération des emplacements

1. Abonnés

Pour les abonnés, l'accès des véhicules à l'aire des marchés, leur déchargement et le montage des échoppes ne pourront se faire que dans les deux heures précédant l'ouverture du marché, pour autant que la signalisation nécessaire ait été mise en place par les services de police, soit :

- a) pour la place des Chasseurs Ardennais : à 12h00
- b) pour les autres marchés : à 6h00

Le Collège pourra éventuellement, dans l'intérêt de l'organisation des marchés, imposer une heure d'arrivée différente à certains marchands.

Les abonnés sont tenus d'être opérationnels à l'heure d'ouverture des marchés ce qui emporte l'obligation d'avoir terminé les opérations de déchargement, du montage de l'échoppe, de l'installation de l'éventuel camion-magasin et d'avoir assuré l'évacuation de tout véhicule non autorisé à stationner dans le périmètre du marché.

Les abonnés bénéficient de la réservation de leur emplacement jusqu'à l'heure d'ouverture du marché. Au-delà, l'emplacement non occupé ou la partie d'emplacement non occupée sera, sous la direction du préposé communal au placement, attribué pour ce jour-là aux marchands occasionnels.

2. Occasionnels

Les marchands occasionnels doivent être présents à 7h45 pour les opérations de tirage au sort. Pour le marché "Place des Chasseurs ardennais", la présence est requise à 13h45.

Les marchands occasionnels sont tenus d'avoir terminé les opérations de déchargement et assuré l'évacuation de tout véhicule non autorisé à stationner dans le périmètre du marché:

- a) sur la Place des Chasseurs ardennais: pour 14h30
- b) sur les autres marchés: pour 9h

3. Libération des emplacements

Les lieux devront être libérés de toute occupation :

- a) sur la Place des Chasseurs ardennais à 20h30
- b) sur les autres marchés à 13h30

Les marchands ne peuvent délaisser leur emplacement et quitter le marché pendant la durée de celui-ci que dans des cas de circonstances exceptionnelles dûment motivées et, dans tous les cas, après accord du personnel défini à l'article 46 du présent règlement.

Article 31 : Profondeur des emplacements et matériel autorisé

1. Sauf dérogations du Collège pour les vendeurs de plantes et fleurs et de fruits et légumes, les emplacements auront une profondeur maximale de 4 mètres.
2. Aucun article, aucune marchandise ne pourra être installé ou présenté à la vente en dehors de la profondeur précitée et de l'alignement des camions (hors auvents) et échoppes. Aucun matériel - panneau publicitaire, mange-debout, poids ou autres, etc. - ne pourra être installé en dehors de la profondeur précitée et de l'alignement des camions (hors auvents) et échoppes. Seuls les commerces proposant à la vente des produits de bouche sont autorisés à installer des mange-debout.

Article 32 : Règles de tenue des marchés

1. Obligation d'alignement des échoppes
 - a. Lors du placement de son échoppe, le titulaire de l'emplacement doit scrupuleusement veiller à ce qu'elle soit alignée avec les échoppes des autres titulaires d'emplacement à ses alentours.
 - b. Lors de son placement, la saillie de la toile du toit de la tente ou de l'auvent des véhicules de vente ne peut provoquer en aucun cas une gêne ou un danger ni pour le public ni pour les titulaires d'emplacement qui sont placés à côté ou devant son emplacement. Un passage minimal de 1,50 mètres doit être laissé libre sur les trottoirs bordant le marché pour permettre aux passants d'y circuler.
2. Obligation de respecter le métrage alloué à un emplacement
 - a. Lors de l'installation de son échoppe, le titulaire de l'emplacement doit impérativement disposer son matériel, son équipement et ses marchandises dans les limites du métrage alloué à l'emplacement.
 - b. En aucun cas, le passage pour le public ne peut être entravé par quelque dispositif que ce soit.
3. Suppression des sacs plastiques. L'utilisation de sacs plastiques est interdite.
4. Matériel utilisé : Le matériel utilisé par les bénéficiaires d'emplacement sur les marchés, tels que les tentes et parasols, doivent être maintenus en bon état.
5. Présentation des produits : Afin de garantir l'image qualitative des marchés, les produits qui y sont commercialisés devront être présentés de manière attractive. En d'autres termes, la vente d'articles présentés en vrac, pêle-mêle, de manière non ordonnée n'est pas admise. Les produits textiles devront être présentés, de préférence sur des tringles, ou être pliés de manière ordonnée.

Article 33 : Modification des lieux

Si la disposition des lieux doit être modifiée, le titulaire devra adapter son échoppe en conséquence, déplacer son camion-magasin, ou s'installer au nouvel endroit qui lui sera désigné par les préposés communaux, sans qu'il puisse réclamer une indemnité.

Article 34 : Passages réservés aux véhicules de sécurité

Lorsqu'il arrête le plan des marchés, le Collège prévoit des passages réservés aux véhicules de sécurité. Ces passages doivent être maintenus libres en permanence. En cas d'intervention des services de secours, les ambulants sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour leur libérer un passage immédiatement ; ils ne peuvent se prévaloir d'un quelconque dommage. Ils doivent être implantés de telle sorte que la voirie présente une largeur libre minimale de 4m. L'administration communale de Schaerbeek décline toute responsabilité en cas de non-respect de ces normes.

Article 35 : Catégories de produits

Les spécialisations pouvant être commercialisées sur les marchés communaux sont réparties au sein des catégories suivantes :

- produits de bouche salés à consommation immédiate ;
- produits de bouche sucrés à consommation immédiate ;
- produits de bouche "Spécialités du monde": spécialités orientales, égyptiennes, grecques, etc...
- produits alimentaires: crèmerie, fromagerie et dérivés ;
- produits alimentaires: boucherie, charcuterie, salaison, volaille crue et dérivés ;
- produits alimentaires: poissonnerie et dérivés ;
- produits alimentaires: volailles rôties et dérivés ;
- produits alimentaires: épices, condiments, olives, fruits secs ;
- produits alimentaires: boulangerie & pâtisserie ;
- produits alimentaires: confiserie et biscuits ;
- produits alimentaires: alimentation spécialisée (italienne,) et autres produits alimentaires non repris dans les catégories 4 à 11 ;
- fruits et légumes ;
- plantes et fleurs;
- vêtements prêt-à-porter pour hommes, femmes et enfants ;
- lingerie (sous-vêtements pour hommes, femmes et enfants, ainsi que chaussettes, vêtements de nuit et de sorties de bain, maillots de bains, collants, etc.) ;
- accessoires de mode (chaussures, sacs, ceintures, portefeuilles, bijoux, montres, foulards, gants, couvre-chefs, parapluies, lunettes solaires et articles apparentés) ;

- accessoires et nourriture pour animaux ;
- linge de maison (nappes cirées et en tissus, draps de lits, essuies, etc.) ;
- parfums, produits cosmétiques et de soins corporels ;
- articles ménagers et électroménagers, outillage, accessoires électriques, électroniques et informatiques, GSM ;
- loisirs (jeux, jouets, livres, articles de librairie et de papeterie, articles d'écriture, cartouches d'encre, CD's, Dvd's, et articles apparentés.) ;
- articles de décoration de la maison ;
- articles pour fumeurs ;
- articles de sport ;
- articles de merchandising, produits dérivés ;
- démonstration.

Le Collège peut, dans un souci d'harmonisation et de cohérence, modifier ces catégories de spécialisation. Sans préjudice de l'article 501 bis du Code pénal et de l'article 13, 2° de la loi du 24 janvier 1977, et conformément aux articles VI.92 à VI.103 du Code de droit économique, il est défendu, entre autres, de vendre ou d'exposer pour la vente des comestibles gâtés, corrompus, falsifiés, contrefaits ou impropres à la consommation.

Au sein d'un même emplacement, il est interdit de commercialiser des produits relevant de catégories différentes. A titre transitoire, les commerçants qui ont été dûment autorisés à vendre des produits relevant de catégories différentes continueront à bénéficier personnellement de cette autorisation. En cas de cessation de l'emplacement, le cessionnaire ne bénéficiera donc pas de cette mesure transitoire et devra choisir une seule catégorie.

Article 36 : Changement d'articles

Tout marchand ambulant, abonné ou occasionnel, doit se conformer strictement aux prescriptions de l'administration communale de Schaerbeek, notamment en ce qui concerne la limitation des articles qui peuvent être offerts à la vente et les conditions d'accès au marché. Celui qui souhaite changer la nature des articles qu'il offre à la vente doit en solliciter au préalable l'autorisation expresse au Collège. Tout marchand est tenu de conserver au moins six mois le type d'articles qu'il a choisi de commercialiser avant de solliciter un changement.

Article 37 : Installations

1. De manière générale, tout marchand fréquentant un des marchés schaerbeekois se doit de respecter les normes anti-pollution en vigueur. Les marchands dont le véhicule ne peut circuler sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale pourra se voir refuser l'accès au marché, sans être en mesure de demander d'autres compensation que la suspension du paiement de son abonnement, au prorata des jours non-prestés.
2. Tout abonné doit solliciter au préalable l'autorisation expresse pour l'installation d'un camion-magasin en lieu et place d'une échoppe au Collège. Par camion-magasin, il convient d'entendre le véhicule servant directement à la vente et spécialement agencé à cet effet. Ce véhicule devra être compris dans le périmètre attribué au marchand et respecter l'alignement des installations réservées à la vente. Le commerçant ne peut y accrocher que des bâches transparentes de manière à ne pas occulter les emplacements voisins. Le Collège appréciera souverainement la situation en tenant compte des répercussions éventuelles sur les autres commerces ainsi que sur la facilité de circulation, la sécurité publique et la configuration des lieux. Toute voie de circulation piétonne doit comporter un cheminement libre de tout obstacle d'une largeur minimale d'1m50 d'un seul tenant et d'une hauteur minimale de 2,20m.
3. Tout marchand ambulant, abonné ou occasionnel, doit veiller à ce que son installation se fasse dans le calme et à ne pas générer de nuisances sonores intempestives. De même, il doit veiller à ce que l'utilisation de son emplacement ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la salubrité ou la tranquillité publique.
4. Les marchands qui utilisent un câblage électrique placé au sol veilleront à ce que ce câblage ne soit pas une entrave au passage des piétons et des personnes à mobilité réduite.
5. Les barrières nadars qui servent à délimiter et sécuriser le marché ne peuvent en aucun cas être utilisées ou empruntées par les marchands sans autorisation.

Article 38 : Vente de boissons

Seuls les commerçants ambulants exploitant un emplacement dédié à la vente de produits de bouche sont autorisés à débiter des boissons sur les marchés communaux, sous leur entière responsabilité.

Article 39 : Endommagement de la chaussée et des terre-pleins

1. Il est interdit aux exposants d'endommager le revêtement de la chaussée ou des terre-pleins et des trottoirs notamment par l'implantation de piquets, clous, crampons ou autres objets de même nature, ou d'y faire de quelconques marques au sol.
2. Le matériel utilisé par les commerçants ambulants et occasionnels offrira toutes les garanties de solidité afin de pouvoir résister aux intempéries, aux mouvements de foule et autres incidents inhérents aux marchés publics.
3. Il est interdit aux marchands de porter atteinte aux parterres floraux, aux pelouses et aux fosses d'arbre notamment en y entreposant du matériel et/ou en y stationnant, même partiellement, remorques et/ou véhicules.
4. Tout dégât sera refacturé au commerçant ambulant ou occasionnel responsable.

Article 40 : Propreté et nettoyage

1. Il est strictement interdit aux marchands d'entreposer marchandises, caisses, le long des immeubles riverains du marché, ainsi que dans les fosses d'arbres.
2. Les installations destinées à la vente de produits à consommer sur place doivent comporter une poubelle pour les déchets, papiers et emballages dont le consommateur désire se débarrasser. Les emplacements et leurs abords doivent être maintenus en parfait état de propreté. Tous les déchets, caissettes, cartonnages, débris, papiers et autres emballages jonchant le sol de l'emplacement et ses abords, devront être ramassés et évacués par le marchand avant qu'il ne quitte son emplacement.
3. Il est strictement interdit de déverser tout résidu alimentaire ou tout liquide tel que graisses, huiles, eaux usées et ce tant sur les trottoirs, que sur la chaussée, dans les avaloirs, dans les haies ou au pieds des arbres.
4. En cas de non-respect d'une des obligations visées aux alinéas précédents, et notamment lorsqu'un commerçant ambulant ou occasionnel abandonnera son emplacement ou ses abords immédiats souillés ou couverts de déchets quelconques, les frais de remise en état des lieux seront facturés au commerçant en défaut et ce sans préjudice de l'application de toute autre

disposition prévue soit par le présent règlement soit par une autre norme.

Article 41 : Hygiène

1. Il est interdit de porter atteinte en quelque manière que ce soit à l'hygiène et à la salubrité des denrées alimentaires transportées, exposées pour la vente, mises en vente ou vendues. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour en éviter les souillures et en assurer la conservation.
2. Les commerçants respecteront les normes d'hygiène en vigueur et observeront pour eux-mêmes les règles d'une propreté rigoureuse.

Les présentes dispositions ne portent pas préjudice aux lois, décrets ou ordonnances auxquels les entreprises sont soumises en matière de réglementation des produits et d'hygiène, notamment l'Arrêté royal du 13 juillet 2014 relatif à l'hygiène générale des denrées alimentaires.

Article 42 : Loyauté de la vente

Toutes les marchandises doivent obligatoirement porter indication des prix, soit à la pièce, soit au poids, soit à la mesure, avec mention de l'unité de mesure de référence ; conformément aux dispositions reprises dans les articles VI.3 à VI.16 du Code de droit économique.

Il est défendu de mettre au fond des sacs, caisses, paniers, etc., dans le but de tromper les acheteurs, des comestibles d'une qualité inférieure à ceux qui se trouvent au-dessus de ces sacs, caisses, paniers, etc. exposés à la vue de la clientèle conformément aux articles VI.92 à VI.103 du Code de droit économique.

Hormis les limites d'une publicité normalement admissible et variable selon la nature des produits mis en vente, les commerçants et leurs préposés ne peuvent attirer d'une manière exagérée l'attention du public. A cet effet, tout emploi de microphone ou installations sonores est interdit sauf ceux destinés aux démonstrateurs.

Article 43 : Identification

Toute personne qui exerce une activité ambulante sur un marché public doit s'identifier auprès des consommateurs et des agents communaux au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur son étal ou son véhicule.

Ce panneau comporte les mentions suivantes :

- soit le nom et prénom de la personne qui exerce une activité en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ;
- soit le nom et le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ;
- la raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale ;
- selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de l'entreprise n'est pas situé en Belgique, le pays et la commune dans lesquels il est situé ;
- le numéro d'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère.

Article 44 : Installations de cuisson et installations électriques

1. Installations de cuisson

Les appareils de cuisson ainsi que les conduits d'évacuation qui les desservent, doivent être disposés de manière à présenter toutes les garanties de sécurité. Ils doivent être placés sur un socle ou une aire en matériau incombustible et mauvais conducteur de la chaleur, dans un endroit aisément accessible et bien ventilé ; ils seront éloignés autant que possible des sorties. Les appareils de gaz doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. L'utilisation d'appareils de cuisson n'est autorisée que dans des installations spécialement équipées à cette fin.

Ces installations seront contrôlées par un organisme accrédité et compétent, selon la périodicité prescrite. Le certificat sera tenu à la disposition en cas de contrôle.

Un extincteur à poudre polyvalente d'1/2 unité d'extinction conforme aux normes en vigueur sera installé dans chaque échoppe utilisant des appareils de cuisson tels que friteuses, rôtissoires, appareils à hot-dogs, à beignet, à croustillons, etc. Il sera placé de manière à être accessible en toutes circonstances. Il sera contrôlé par une personne compétente d'une société qualifiée pour la maintenance des extincteurs portatifs, et ce annuellement.

2. Installations électriques

Toutes les installations électriques utilisées par un marchand seront réalisées conformément aux lois et règlements relatifs à cette matière. Le marchand tiendra à disposition en cas de contrôle le rapport d'inspection du contrôle légal et obligatoire de ses installations.

Tous les appareils producteurs de force motrice et sources d'énergie, qu'ils soient simplement portables ou fixés sur un véhicule aménagé à cet effet, devront satisfaire aux prescriptions légales en vigueur de sorte que leur fonctionnement ne gêne personne et qu'il ne présente aucun danger d'incendie. Ils devront, en outre, être protégés convenablement afin d'éviter tout accident.

Les frais éventuels de raccordement et de consommation d'électricité seront à charge des commerçants ambulants et ce conformément au règlement redevance qui cible la matière.

Article 45 : Responsabilité - Assurances

1. Le marchand ambulant assume l'entière responsabilité des accidents, survenus à lui-même, à ses préposés, à son personnel ainsi qu'aux tiers, sur le marché, du fait :
 - de l'occupation du marché par toute marchandise, toute installation, tout véhicule, tout matériel lui appartenant ou dont il a la disposition ;
 - de l'exploitation qui en est faite.
2. Le marchand ambulant est responsable envers l'administration communale de Schaerbeek des dommages causés par sa faute, sa négligence ou celle de son personnel, aux chaussées, terre-pleins, trottoirs, arbres, espaces verts, bancs, fontaines ou aux équipements publics qui se trouvent sur l'emplacement ou aux abords du marché.
3. Les auteurs de toute dégradation de quelque nature sont susceptibles de poursuites légales. L'autorisation d'établir des dépôts de marchandises ou d'objets quelconques sur et pendant la tenue des marchés communaux n'implique aucunement la garde et la conservation de ces dépôts.
4. Le paiement de la redevance n'entraîne pas pour l'administration communale de Schaerbeek d'établir à cet égard une surveillance spéciale.

5. Les marchands ambulants doivent souscrire les polices d'assurances nécessaires pour couvrir tous les risques découlant de l'occupation d'un emplacement sur le marché, et de l'exploitation qui en est faite.
6. Le titulaire de l'emplacement devra communiquer à l'administration communale de Schaerbeek une copie certifiée conforme de la police avant toute occupation des lieux ; le fonctionnaire de l'administration communale de Schaerbeek pourra - à tout moment - exiger qu'une copie lui soit montrée.

Article 46 : Personnel communal sur les marchés

Pour l'application du présent règlement, les titulaires d'un emplacement devront se conformer aux instructions données par les personnes ou fonctionnaires désignés par le service Commerces de la Commune.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 27 mai 2026.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



Le Bourgmestre ff,



Martin DE BRABANT

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 27 mei 2026

Voorwerp nr 17 van de agenda

AANWEZIG: H. Hasan KOYUNCU, Voorzitter van de Gemeenteraad; H. Martin DE BRABANT, Burgemeester dd; H. Vincent VANHALEWYN, Schepen; Mevr. Justine HARZE, Schepene; HH. Cédric MAHIEU, Frédéric NIMAL, Abobakre BOUHJAR, Schepenen; Mevr. Laure LITA, Gudrun WILLEMS, Schepene; H. Thomas ERALY, Schepen; H. Quentin VAN DEN HOVE, Gemeenteraadslid; Mevr. Angelina CHAN, Döne SONMEZ, Gemeenteraadsleden; HH. Bernard CLERFAYT, Georges VERZIN, Ibrahim DONMEZ, Sadik KOKSAL, Gemeenteraadsleden; Mevr. Leila LAHSSAINI, Gemeenteraadslid; H. Yusuf YILDIZ, Gemeenteraadslid; Mevr. Naïma BELKHATIR, Emel KOSE, Marie GERVAIS, Gemeenteraadsleden; H. Anton SCHUURMANS, Gemeenteraadslid; Mevr. Farida TAHAR, Gemeenteraadslid; H. Elias AMMI, Gemeenteraadslid; Mevr. Barbara TRACHTE, Isabelle DURANT, Sarah BESTRIOUI, Chloé DEGUIDE, Marie SPEECKAERT, Gemeenteraadsleden; HH. Benjamin DEVOS, Abdourahmane BALDE, Saït KÖSE, Olivier WILLOCX, Matthieu DEGREZ, Mathias GYSELEN, Salih Emin DEMIRHAN, Gemeenteraadsleden; H. David NEUPREZ, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Deborah LORENZINO, Schepen; H. Emin OZKARA, Gemeenteraadslid; Mevr. Cécile JODOGNE, Audrey HENRY, Gemeenteraadsleden; HH. Ufuk NARINC, Ahmed EL BARGERAGEI, Gemeenteraadsleden; Mevr. Yousra OUCHEN, Ayse YIGIT, Yousra Douhri, Gemeenteraadsleden; H. Quentin VANBAELEN, Gemeenteraadslid.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Naïma BELKHATIR, Farida TAHAR, Barbara TRACHTE, Sarah BESTRIOUI, Gemeenteraadsleden.

**#Voorwerp : Reglement betreffende de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten op openbare markten –
Wijziging – Goedkeuring #**

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 4 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 119, 119bis en 123 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten;

Gelet op de ordonnantie van 14 december 2023 tot vereenvoudiging van de regels inzake de toegang tot het beroep;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het reglement voor de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten op openbare markten – Modificatie aangenomen door de gemeenteraad in zijn zitting van 28 april 2021;

Overwegende dat krachtens artikel 8, § 1, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten op de openbare markten en kermissen wordt geregeld bij gemeentelijk reglement;

BESLUIT

Het reglement voor de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten op openbare markten te wijzigen en de tekst als volgt vast te stellen:

HOOFDSTUK I: Definities en algemene bepalingen

Artikel 1: Definities

1. Een « markt » is een door de Gemeente gecreëerd of vooraf goedgekeurd evenement waar op bepaalde plaatsen en tijdstippen personen samenkomen om producten en diensten te verkopen.
2. Een « product » is een roerend goed.
3. Een « dienst » is elke prestatie die door een onderneming wordt geleverd in het kader van haar beroepsactiviteit of ter uitvoering van haar statutaire doel.
4. Wordt beschouwd als « handelaar met abonnement » is een ambulante handelaar die houder is van een abonnement dat hem wordt toegekend voor een duur van één jaar en dat stilzwijgend kan worden verlengd.
5. Wordt beschouwd als « gelegenheidshandelaar » is een ambulante handelaar die occasioneel op de markten staat en aan wie een losse standplaats wordt toegekend volgens de beschikbaarheid van de markt.
6. Wordt beschouwd als « handelaar-standwerker » de ambulante handelaar van wie de activiteit uitsluitend bestaat uit de verkoop van producten of diensten waarvan hij de kwaliteit aanprijst en/of het gebruik uitlegt, door middel van argumenten en/of demonstraties gericht op een betere bekendheid bij het publiek om zodoende de verkoop ervan te promoten.
7. Als « onderneming » wordt beschouwd elke organisatie bedoeld in artikel I.1.1° van het Wetboek van economisch recht die onderworpen is aan de verplichting om zich in te schrijven in de Kruispuntbank van Ondernemingen overeenkomstig artikel III.16 van het Wetboek van economisch recht.
8. Onder « ambulante activiteit » wordt verstaan elke verkoop, aanbieding tot verkoop of tentoonstelling met het oog op de verkoop van producten of diensten aan de consument, uitgevoerd door een onderneming buiten haar vestigingen die zijn ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO) of door een persoon die niet over een dergelijke vestiging beschikt.

Artikel 2: Praktische organisatie van de markten

1. De wekelijkse openbare markten zijn voorbehouden voor de verkoop van producten of diensten aan de consument.
2. Het College van Burgemeester en Schepenen, hierna het College genoemd:
 - bepaalt de plaatsen, dagen en uren van de markten;
 - bepaalt de indeling van de standplaatsen;
 - bepaalt de indeling van de verschillende markten;
 - bepaalt de eventuele specialisaties van de standplaatsen;
 - bepaalt de technische specificaties van de standplaatsen;
 - kan het aantal standplaatsen dat voorbehouden is voor de verkoop van bepaalde producten beperken;
 - kan zones voorzien voor bepaalde producten;
 - bepaalt de categorieën producten die op de markten worden aanvaard;
 - stelt elk kwartaal de lijst van abonnees per markt vast.
3. Het College behoudt zich het recht voor om de op deze plattegronden aangegeven doorgangen te verwijderen of te verplaatsen, andere toe te voegen en de afmetingen ervan te wijzigen.
4. Het College kan de locatie van de plaatsen wijzigen wanneer het belang van de markt dit rechtvaardigt. Evenzo kan het plaatsen tijdelijk verwijderen op grond van dwingende noodzaak in het algemeen belang. In dat geval schort de Gemeente de betaling van het abonnement op voor het bedrag dat overeenkomt met de periode van stopzetting. Bij wijze van voorbeeld, maar niet beperkend, kunnen deze noodzaak zijn:
 - a. de uitvoering van particuliere, openbare – gemeentelijke en andere – werken, en a fortiori werken die om redenen van volksgezondheid en openbare veiligheid of op bevel van de politie onvoorziene en onmiddellijke uitvoering vereisen;
 - b. elke uitvoering van maatregelen wegens overmacht;
 - c. de uitoefening van de eredienst. Bij de uitvoering van bouwwerkzaamheden en/of kermis kan het College, afhankelijk van de beschikbare openbare ruimte, kan het College een markt geheel of gedeeltelijk verplaatsen naar de onmiddellijke omgeving van de gebruikelijke locatie. Bij deze verplaatsing worden de abonnees toegelaten op basis van hun anciënniteit op de betreffende markt, zonder dat de overtollige handelaars aanspraak kunnen maken op een andere vergoeding dan de opschorting van de betaling van hun abonnement ten belope van het bedrag dat overeenkomt met de periode van stopzetting.
5. De uitbating van de markten kan aan een of meer concessiehouders worden afgestaan.

Artikel 3: Organisatie van de markten

1. De Gemeente organiseert de volgende markten:
 - de markt Riga op maandagmorgen
 - de markt Dailly/Chazal op dinsdagmorgen
 - de markt Ardense Jagers op vrijdagmiddag
 - de Markt Sint-Servaas/Lehon op vrijdagmorgen
 - de markt Helmet op zaterdagmorgen (klein Helmetplein)
2. Er is geen markt als de marktdag valt op 25 december of 1 januari.
3. Het is verboden om op het grondgebied van de Gemeente Schaarbeek een ‘markt’ op te stellen, te organiseren of te houden, tenzij op de plaatsen, dagen en uren die door het College van Burgemeester en Schepenen van Schaarbeek bepaald zijn.

HOOFDSTUK II – Standplaatsen op openbare markten

Onderafdeling 1 – Algemeen

Artikel 4: Verdeling van de standplaatsen

De standplaatsen worden toegewezen:

1. ofwel per abonnement, met een maximum van 95% van het totale aantal standplaatsen op de markt;
2. ofwel van dag tot dag (minimaal 5% van het totale aantal standplaatsen op de markt).

Artikel 5: Rechthebbenden op de standplaatsen op de markten

1. Een plaats op een openbare markt kan alleen worden toegewezen aan ondernemingen die ambulante activiteiten uitoefenen en zijn ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen. Alleen een persoon die een onderneming met ambulante activiteiten geldig vertegenwoordigt en die is ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen, kan een standplaats aanvragen op een van de door de Gemeente georganiseerde markten.
2. De verantwoordelijken voor occasionele verkoopacties zonder commercieel karakter, met een menslievend, sociaal, cultureel, educatief, sportief doel of met als doel de verdediging en promotie van de natuur, de dierenwereld, de ambacht of streekproducten, kunnen vragen om op een van de door de Gemeente georganiseerde markten een standplaats toegewezen te krijgen. Zij moeten daar vooraf de toelating voor krijgen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten.

Artikel 6: Personen die de standplaatsen op de marktplaatsen kunnen innemen

1. De standplaatsen mogen worden ingenomen door natuurlijke personen die de ambulante activiteit voor rekening van de onderneming uitoefenen.
2. De standsplaatsen toegewezen aan een standwerker kan bovendien worden ingenomen door de standwerker aan wie het tijdelijk gebruiksrecht op de standplaats is onderverhuurd en door de natuurlijke personen die de ambulante activiteit voor rekening van die laatste uitoefenen.
3. De personen die verkopen realiseren zonder commercieel karakter binnen het kader van de acties bedoeld in artikel 7, kunnen een standplaats innemen, toegewezen aan de verantwoordelijke van de actie. Desgevallend kunnen zij deze innemen buiten de aanwezigheid van deze.

Artikel 7: Aantal plaatsen per openbare markt

Om de diversiteit van het aanbod te waarborgen kan een ondernemer, natuurlijke persoon of rechtspersoon slechts één standplaats per openbare markt toegewezen krijgen.

Artikel 8: Correspondentie met de Gemeente

Voor de toepassing van dit reglement moeten brieven en kennisgevingen worden verzonden naar het volgende adres :

Gemeentebestuur van Schaarbeek

Dienst Handel

Rodenbachpunt

Georges Rodenbachlaan 29

1030 Schaarbeek

of per e-mail naar het volgende adres: commerces@1030.be

Artikel 9: Raadpleging van gegevens

Elke geïnteresseerde persoon kan na afspraak bij de dienst Handel :

1. het plan of het register van de plaatsen, evenals eventuele bijbehorende computerbestanden;
2. het register van kandidaturen.

Onderafdeling 2 – Procedure voor de toewijzing van dagelijkse standplaatsen

Artikel 10: Toewijzing van de losse standplaatsen

1. De toewijzing van dagelijkse standplaatsen vertegenwoordigt minimaal 5 % van het totale aantal standplaatsen op de markt.
2. De beschikbare plaatsen worden aan gelegenheidsverkopers toegewezen door middel van een loting op basis van een identiteitsbewijs en op voorwaarde dat ze een bankkaart hebben met voldoende saldo om de standplaats te betalen. Daartoe dienen zij zich strikt te houden aan de aanwijzingen van de gemeentelijke plaatsingsambtenaren.
3. Aan elke gelegenheidsverkoper kan slechts één plaats per markt worden toegewezen.
4. Rekening houdend met de beperkte elektriciteitstoever (niet alle standplaatsen beschikken over elektriciteit) en de aanwezigheid van standplaatsen waarop geen voertuigen kunnen staan (afhankelijk van de stedenbouwkundige structuur) kan het gemeentebestuur van Schaarbeek de handelaars die bederfelijke voedingswaren (fruit, vis, rauwe of gebraden kip, ...) verkopen, geen standplaats garanderen.

Onderafdeling 3 – Procedure voor de toewijzing van standplaatsen per abonnement

Artikel 11: Melding vacature van standplaats

1. Wanneer een per abonnement toe te wijzen standplaats vrijkomt, wordt de vacature bekendgemaakt: 1. via een melding van vacature op de website van het gemeentebestuur van Schaarbeek: 1030.be
2. of via de publicatie van een melding op de digitale platforms die officieel door de Gemeente worden gebruikt (zoals sociale netwerken) In die melding staat de markt, de ligging van de standplaats, de afmetingen, de prijs, de technische bijzonderheden, eventueel de specialisatie ervan en de termijn waarbinnen de kandidatuur moet worden ingediend.

Artikel 12: Kandidaturen naar aanleiding van een vacaturebericht

1. Kandidaturen kunnen worden ingediend naar aanleiding van een vacaturebericht of op elk moment. De kandidaturen worden ingeschreven in het register zoals bedoeld in artikel 13 van dit reglement.
2. Om geldig te zijn, moeten de aanvragen worden verzonden per aangetekende brief met ontvangstbevestiging, per brief met ontvangstbevestiging of op een duurzame drager (e-mail) met ontvangstbevestiging naar een van de in artikel 8 van dit reglement bedoelde adressen en de volgende gegevens en bijlagen bevatten:
 - de naam, de voornaam, het adres, de telefoongegevens van de aanvrager (natuurlijke of rechtspersoon) en eventueel zijn e-mailadres;
 - voor een natuurlijke persoon: het rijksregisternummer, een kopie van de identiteitskaart (voor- en achterkant);
 - voor een rechtspersoon: een afschrift van de bijgewerkte statuten van de vennootschap, van de oprichtingsakte van de rechtspersoon;
 - het integrale uittreksel met de gegevens van de onderneming afgeleverd door de Kruispuntbank van Ondernemingen (met vermelding van de ambulante activiteit(en));
 - de vermelding van de gewenste markt en/of marktdag;
 - de lijst en de aard van de te koop aangeboden producten en/of diensten of eventueel de vermelding 'standwerker';
 - het verplichte gezondheidscertificaat en de vergunning van het FAVV voor de verkoop van voedingswaren;
 - de inschrijving van de winkelvrachtwagen en/of de aanhangwagen bij de verkoop van vis, vlees en afgeleide producten;
 - het bewijs dat het gebruikte voertuig voldoet aan de geldende normen binnen de lage-emissiezones; -het gebruikte type materiaal (marktkraam, parasols, winkelvrachtwagen, aanhangwagen ...) en de afmetingen ervan;
 - het gebruikte type materiaal (marktkraam, parasols, winkelvrachtwagen, aanhangwagen ...) en de afmetingen ervan;
 - het gelijkvormigheidsattest voor elektriciteits- en/of gasinstallaties;
 - indien de activiteit seizoensgebonden is: vermelding van de gewenste periode van activiteit;
 - de gewenste oppervlakte;
 - een recente foto van de marktkraam

Artikel 13: Register van kandidaturen voor vrije plaatsen

1. Alle kandidaturen worden naargelang hun ontvangst bijgehouden in een register.
2. De kandidaten moeten hun kandidatuur in het begin van elk kalenderjaar en in elk geval vóór 1 februari per gewone brief en/of email aan de dienst Handel bevestigen om in het register opgenomen te blijven. Die bevestiging moet op dezelfde wijze worden ingediend als de kandidatuur. Bij niet-bevestiging binnen de gestelde termijn wordt de kandidatuur nietig.
3. Overeenkomstig het gezamenlijk decreet en de gezamenlijke ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van het bestuur in de Brusselse instellingen, kan dit register steeds worden geraadpleegd bij de gemeentelijke dienst die de markten beheert of bij de concessiehouder.

Artikel 14: Toewijzing van een vrije standplaats

1. Elke vrije standplaats op een van de openbare markten die het gemeentebestuur van Schaarbeek organiseert, wordt toegewezen aan een ambulante handelaar die zich niet in een toestand van uitsluiting van de markten bevindt, en wel in deze volgorde van prioriteit:
 - aan de standwerkers ten belope van 5% van het totale aantal standplaatsen van elke markt;
 - aan de ambulante handelaar die al houder is van een standplaats op die markt en van standplaats wil veranderen;
 - aan de ambulante handelaar die een standplaats vraagt als gevolg van de opheffing of wijziging van de standplaats die hij op een van de markten van de Gemeente innam, of de ambulante handelaar aan wie het gemeentebestuur een opzegging op die markt heeft betekend volgens artikel 24, onverminderd de toepassing van artikel 7;
 - aan de ambulante handelaar die een abonnement heeft aangevraagd, externe kandidaat genoemd;
 - aan de aangrenzende ambulante handelaar die zijn standplaats wil uitbreiden.
2. Vervolgens worden de kandidaturen binnen elke categorie zo nodig geordend volgens standplaats en gevraagde specialisatie.
3. Ten slotte worden de kandidaturen in chronologische volgorde gerangschikt, naargelang het geval op grond van de overhandiging van de brief met de kandidatuur, de afgifte ervan bij de post of de ontvangst ervan op een duurzame drager (e-mail). Wanneer twee of meer aanvragen uit dezelfde categorie en eventueel met dezelfde specialisatie tegelijkertijd zijn ingediend, wordt de volgorde van toewijzing als volgt bepaald:
 - behalve voor de categorie van de externe kandidaten wordt voorrang gegeven aan de aanvrager met de grootste anciënniteit op de markten van de Gemeente; wanneer de anciënniteit niet kan worden vergeleken, wordt de voorrang bepaald bij loting;
 - voor de externe kandidaten wordt de voorrang bepaald bij loting.

Artikel 15: Kennisgeving van de toewijzing van plaatsen op basis van een abonnement

De toewijzing van de plaats wordt aan de aanvrager meegedeeld:

- hetzij per aangetekende brief met ontvangstbevestiging;
- hetzij per brief die persoonlijk wordt overhandigd tegen ontvangstbevestiging;
- hetzij op een duurzame drager met ontvangstbevestiging.

Artikel 16 : Register van standplaatsen toegewezen op basis van een abonnement

1. Er wordt een register bijgehouden waarin voor elke door middel van een abonnement toegewezen plaats wordt vermeld:
 - de naam, voornaam en het adres van de persoon aan wie of via wie de plaats is toegewezen;
 - Indien van toepassing, de handelsnaam van de rechtspersoon aan wie de plaats is toegewezen en het adres van haar maatschappelijke zetel;
 - het ondernemingsnummer;
 - de producten en/of diensten die te koop worden aangeboden;
 - indien van toepassing, de hoedanigheid van demonstrateur;
 - de datum van toewijzing van de plaats;
 - indien de activiteit seizoensgebonden is, de periode van activiteit;
 - de prijs van de plaats, tenzij deze uniform is vastgesteld;
 - indien van toepassing, de naam en het adres van de overdrager en de datum van de overdracht.
2. Overeenkomstig het gezamenlijk decreet en de gezamenlijke ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van het bestuur in de Brusselse instellingen, kan dit register steeds worden geraadpleegd bij de gemeentelijke dienst die de markten beheert of bij de concessiehouder administratie in de Brusselse instellingen, kan dit register altijd worden geraadpleegd bij de gemeentelijke dienst die de markten beheert of bij de concessiehouder.

Artikel 17: Bijwerking van gegevens

Vóór de inname van de standplaats die hem per abonnement is toegewezen, moet de ambulante handelaar de dienst Handel de volgende documenten bezorgen:

- een bijwerking van de gegevens die sinds de indiening van zijn kandidatuur in het bezit zijn van de dienst
- bij verkoop van voedingsproducten: een geldige vergunning afgeleverd door het FAVV en het verplichte gezondheidscertificaat
- het betalingsbewijs voor het lopende kwartaal.

Daarna moet hij al die gegevens voortdurend up-to-date houden.

Artikel 18: Duur van het abonnement

Het abonnement wordt toegekend voor één jaar en kan stilzwijgend worden verlengd, voor zover de houder van het abonnement de in artikel 24 gedefinieerde betalingsmodaliteiten respecteert, onverminderd de mogelijkheid voor de houder om het abonnement op te schorten of er afstand van te doen overeenkomstig dit reglement.

Artikel 19: Opschorting van het abonnement door de houder

1. De abbonementhouder kan zijn abonnement opschorten voor een voorziene periode van ten minste dertig dagen wanneer hij ongeschikt is om zijn activiteit uit te oefenen, ofwel door ziekte of ongeval gestaafd met een medisch attest, ofwel door overmacht die behoorlijk wordt aangetoond. De opschorting gaat pas in de dag waarop de dienst Handel op de hoogte wordt gebracht van de ongeschiktheid en houdt op ten laatste vijf dagen na de melding van de hervatting van de activiteiten.
2. De abonnementen die worden toegekend voor de uitoefening van een seizoensgebonden ambulante activiteit worden opgeschort voor de duur van de periode van niet-activiteit.
3. Bij een epidemie of besmetting die zo ernstig was dat de bevoegde administratieve overheden maatregelen moesten treffen, kunnen de handelaars voor wie er een rechtstreekse weerslag is op de producten die ze verkopen, vragen om hun abonnement op te schorten, met inachtneming van dezelfde voorwaarden als bij ziekte, ongeval of overmacht.

In deze drie gevallen stemt het College in met de opschorting van de betaling van het abonnement ten belope van het overeenkomstige bedrag voor de stopzettingperiode.

Gedurende de periodes van opschorting kan de standplaats toegewezen worden als losse plaats.

De aanvragen voor de opschorting van het abonnement worden betekend via een bij de post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, door overhandiging van een brief tegen ontvangstbewijs of op een duurzame drager (e-mail) tegen ontvangstbewijs.

Artikel 20: Afstand van het abonnement door de houder

De houder van een abonnement kan er afstand van doen:

- op de vervaldag van het abonnement met een opzegtermijn van ten minste dertig dagen;
- bij stopzetting van zijn ambulante activiteiten, met een opzegtermijn van dertig dagen;
- indien de handelaar definitief ongeschikt is om zijn activiteit uit te oefenen, ofwel wegens ziekte of ongeval gestaafd met een medisch attest, ofwel door overmacht die behoorlijk wordt aangetoond. In beide gevallen is geen opzegtermijn nodig en wordt de afstand onmiddellijk van kracht.

De rechthebbenden van de natuurlijke persoon die zijn activiteit voor eigen rekening uitoefent, kunnen bij zijn overlijden, zonder opzegtermijn afstand doen van het abonnement waarvan hij de houder was. De aanvragen voor de opschorting van een abonnement worden betekend via een bij de post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, door overhandiging van een brief tegen ontvangstbewijs of op een duurzame drager (e-mail) tegen ontvangstbewijs.

Artikel 21: Overdracht van een standplaats

De overdracht van een standplaats die via een abonnement is toegewezen, is toegestaan mits de bepalingen van dit reglement worden nageleefd en onder de volgende voorwaarden:

1. uitsluitend indien de cessionaris is ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen;
2. op voorwaarde dat de cessionaris de specialisatie van de cedent op elke overgedragen standplaats voortzet, tenzij de Gemeente een wijziging van specialisatie toestaat. Een eventuele wijziging van de specialisatie moet per aangetekende brief worden aangevraagd bij het College van Burgemeester en Schepenen.

De standplaats kan opnieuw worden overgedragen, ten vroegste een jaar na de overdracht, tenzij de Gemeente uitdrukkelijk toestemming geeft. De cessionaris mag de overgedragen locatie alleen gebruiken wanneer de Gemeente heeft vastgesteld dat:

- aan de voorwaarden van lid 1, 1 en 2 is voldaan;
- en op voorwaarde dat de cessionaris na de overname niet over meer dan één locatie beschikt.

De overdracht is geldig voor de resterende geldigheidsduur van het abonnement van de overdrager. In geval van overdracht wordt het abonnement eveneens stilzwijgend verlengd.

Artikel 22: Onderverhuur van een standplaats

1. Elke onderverhuur van een standplaats, geheel of gedeeltelijk, toegewezen door middel van een abonnement of tijdelijk, aan een derde is verboden, met uitzondering van de bepalingen in punt 2. Bij overtreding van deze bepaling kan, naast het opleggen van een administratieve boete van maximaal 500,00 EUR, het abonnement definitief worden ingetrokken volgens de procedure van artikel 24 van dit reglement.
2. Standwerkers of verenigingen van standwerkers kunnen hun tijdelijke gebruiksrecht op deze standplaats onderverhuren aan andere demonstratoren. Deze onderverhuur kan rechtstreeks gebeuren of via een vereniging die zonder onderscheid openstaat voor alle standwerkers.
3. Naargelang het geval deelt de standwerker of de vereniging de lijst van standwerkers aan wie het gebruiksrecht op een standplaats werd onderverhuurd vooraf mee aan het College.
4. De prijs van de onderverhuur mag niet hoger zijn dan het deel van de abonnementsprijs voor de duur van de onderverhuur.

Artikel 23 : Definitieve opheffing van een standplaats

Er wordt een opzegging van één jaar gegeven aan de houders van de standplaatsen bij definitieve opheffing van een markt of een deel van de standplaatsen.

Om dringende redenen zoals, maar zonder dat deze opsomming uitputtend is, de uitvoering van dringende openbare of private werken in het kader van de openbare gezondheid of veiligheid is die termijn niet van toepassing.

Deze bepaling is van toepassing ongeacht het aantal standplaatsen waarop deze opheffing betrekking heeft.

Deze beslissing geeft de abonnemethouder geen recht op een vergoeding.

Onderafdeling 4 – Opschorting en intrekking van het abonnement of het recht op incidentele deelname door de Gemeente

Artikel 24: Redenen (voor opschorting en intrekking)

1. Het abonnement of de deelname van iedere handelaar op de Schaarbeekse markten kan in de volgende gevallen met onmiddellijke ingang worden geschorst of ingetrokken door het College:
 - de niet-betaling of herhaaldelijke te late betalingen van de standplaatsvergoeding;
 - een faillissement;
 - het verstoren van de openbare orde of dronkenschap;
 - afwezigheid van de abonnemethouder gedurende drie opeenvolgende weken zonder een voorafgaandelijke kennisgeving aan het gemeentebestuur;
 - voor de handelaars in voedingswaren, bij een schorsing of intrekking van de vergunning afgeleverd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen. In dit geval wordt de schorsing of intrekking onmiddellijk van kracht;
 - het niet respecteren van de wettelijke bepalingen betreffende de bescherming van de consumenten;
 - het weigeren zich te schikken aan het uitdrukkelijke bevel van de politiediensten of de organiserende dienst en/of invorderingsambtenaren;
 - het niet naleven van de bepalingen van dit reglement.
2. De eerste vaststelling leidt tot een waarschuwing, behalve wanneer de personen vermeld in artikel 46 van dit reglement vinden dat de ten laste gelegde feiten zodanig ernstig zijn dat ze een verslag aan het College tot gevolg hebben.

Een tweede vaststelling leidt tot een verslag aan het College.

Artikel 25 : Duur van de schorsing

1. Het recht op occasionele deelname of het abonnement van de handelaar wordt geschorst voor een periode die door het College wordt vastgesteld op basis van de feitelijke omstandigheden.
2. Handelaars van wie het abonnement of het recht op occasionele deelname werd ingetrokken, kunnen pas na een door het College op basis van de feitelijke omstandigheden vastgestelde termijn opnieuw aanspraak maken op een standplaats.
3. Een ambulante handelaar van wie het abonnement is geschorst om een van de redenen vermeld in artikel 24, mag tijdens de duur van de schorsing van zijn abonnement niet als gelegenheidshandelaar deelnemen aan de openbare markten die het Gemeentebestuur van Schaarbeek organiseert.

Artikel 26 : Vergoedingen

Reeds geïnde vergoedingen kunnen niet worden teruggevorderd door de houder van een abonnement dat om een van de in artikel 24 genoemde redenen is geschorst of ingetrokken.

Artikel 27: Modaliteiten

De beslissing tot schorsing of intrekking van het abonnement wordt genomen door het College en wordt ter kennis gebracht via een bij de post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, door overhandiging van een brief tegen ontvangstbewijs of op een duurzame drager (e-mail) tegen ontvangstbewijs.

Uitgezonderd bij een voorafgaandelijke toestemming door de gemeentelijke autoriteiten, kan iedere handelaar die nalaat of weigert zich te schikken naar de wettelijke voorschriften en/of het huidige reglement, zijn materiaal, zijn voertuig, zijn marktkraam en/of zijn handelswaren, op eigen risico en te zijner kosten, zien weghalen door tussenkomst van de politiediensten.

HOOFDSTUK III : Algemene organisatie van openbare markten

Artikel 28 : contactgegevens van de gemeentelijke marktmeesters

Op de achterzijde van de in artikel 43 bedoelde identificatiefiche van de handelaars is een telefoonnummer vermeld waarmee contact kan worden opgenomen met de gemeentelijke marktmeester die verantwoordelijk is voor de markt.

Artikel 29 : Vaststelling en betalingswijze van de prijs van de standplaatsen

1. De Gemeenteraad bepaalt het bedrag van de standplaatsvergoeding op de openbare markten van het gemeentebestuur van Schaarbeek.
2. De houders van een standplaats op een van de markten moeten de standplaatsvergoeding betalen overeenkomstig het desbetreffende retributiereglement.
3. Voor de handelaars met abonnement is het abonnement verlengbaar middels de betaling van de vergoeding één maand vóór de vervaldatum.
4. Voor gelegenheidsgebruikers moet de betaling verplicht via elektronische betaling gebeuren.

Artikel 30 : Uurroosters voor de installatie en de vrijmaking van de standplaatsen

1. Abonnementhouders

Abonnementhouders krijgen pas twee uur vóór de opening van de markt toegang tot de marktzones met hun voertuigen om te lossen en hun marktkramen op te stellen, op voorwaarde dat de politiediensten de vereiste signalisatie hebben geplaatst, namelijk:

- a) voor het Ardense Jagersplein: om 12 uur
- b) voor de andere markten: om 6 uur

In het belang van de organisatie van de markten kan het College eventueel een ander aankomstuur opleggen aan bepaalde handelaars. De abbonementhouders moeten klaar zijn bij het opengaan van de markten. Ze moeten het lossen, het opstellen van het marktkraam en de installatie van de eventuele winkelvrachtwagen dus hebben beëindigd en elk voertuig dat niet in de marktzone mag parkeren, hebben verplaatst. De standplaats van de abbonementhouders wordt gereserveerd totdat de markt opengaat. Daarna zal de niet-ingenomen standplaats of het niet-ingenomen deel van de standplaats onder leiding van de marktmeester voor die dag aan gelegenheidshandelaars worden toegewezen.

2. Gelegenheidshandelaars

Gelegenheidshandelaars moeten om 7.45 uur aanwezig zijn voor de loting. Voor de markt op het 'Ardense Jagersplein' moeten ze aanwezig zijn om 13.45 uur.

Gelegenheidshandelaars moeten het lossen hebben beëindigd en elk voertuig dat niet in de marktzone mag parkeren, hebben verplaatst:

- a) op het Ardense Jagersplein: tegen 14.30 uur.
- b) op de andere markten: tegen 9 uur.

3. Vrijmaking van de standplaatsen

De marktzone moet volledig vrij zijn:

- a) op het Ardense Jagersplein: om 20.30 uur
- b) op de andere markten: om 13.30 uur.

De handelaars mogen hun standplaats niet opgeven en de markt tijdens de markturen verlaten, tenzij in uitzonderlijke omstandigheden, naar behoren gemotiveerd, en in alle gevallen na akkoord van het personeel gedefinieerd in artikel 46 van dit reglement.

Artikel 31 : Diepte van de standplaatsen en toegestaan materiaal

1. Buiten de afwijkingen die het College toestaat voor de verkopers van planten, bloemen, fruit en groenten, zijn de standplaatsen maximaal 4 meter diep.
2. Geen enkel product mag buiten de voormelde diepte en de aangewezen lijn voor de vrachtwagens (zonder luifels) en marktkramen worden uitgesteld of te koop worden aangeboden. Geen enkel materiaal – reclamebord, statafel, gewicht enz. – mag buiten de voormelde diepte en de aangewezen lijn voor de vrachtwagens (zonder luifels) en marktkramen worden opgesteld. Alleen handelaars die etenswaren te koop aanbieden, mogen statafels plaatsen.

Artikel 32 : Regels voor de organisatie van de markten

1. Verplichte aangewezen lijn van de marktkramen
 - a) Bij de plaatsing van zijn marktkraam moet de standplaatshouder er nauwlettend op toezien dat het kraam in de lijn staat van de kramen van de andere standplaatshouders in de nabijheid.
 - b) Eens geplaatst mag het dakzeil van de tent of de luifel van de vrachtwagens in geen geval hinder of gevaar opleveren voor het publiek of voor de standplaatshouders naast of voor de standplaats. Op de trottoirs langs de markt moet een minimumdoorgang van 1,50 meter worden vrijgelaten om passanten de gelegenheid te geven zich te verplaatsen.
2. Verplichting om de aan een standplaats toegewezen oppervlakte te respecteren
 - a. Bij de installatie van zijn kraam moet de standplaatshouder zijn materiaal, uitrusting en goederen verplicht opstellen binnen de oppervlakte toegewezen aan de standplaats.
 - b. In geen geval mag de doorgang voor het publiek worden belemmerd door welke voorziening ook.
3. Afschaffing van plastic zakken : het gebruik van plastic zakken is verboden.
4. Gebruikt materiaal: Het door de begunstigden van de marktplaatsen gebruikte materiaal, zoals tenten en parasols, moet in goede staat worden gehouden.
5. Presentatie van de producten :Om het kwaliteitsimago van de markten te garanderen, moeten de producten die er worden aangeboden, op een aantrekkelijke manier worden gepresenteerd. Met andere woorden: de verkoop van artikelen die in bulk of op een slordige en ongeordende manier worden gepresenteerd, is niet toegestaan. Textielproducten moeten worden uitgesteld, bij voorkeur op kapstokken, of ordelijk zijn opgevouwen.

Artikel 33 : Plaatswijziging

Bij een herindeling van de marktzone moet de standplaatshouder zijn marktkraam daaraan aanpassen, zijn winkelvrachtwagen verplaatsen of op een nieuwe plaats gaan staan die hem door het gemeentepersoneel wordt aangewezen, zonder dat hij een vergoeding kan eisen.

Artikel 34 : Doorgangen voor voertuigen van de hulpdiensten

Wanneer het College het plan van de markten vaststelt, voorziet het in doorgangen voor voertuigen van de hulpdiensten. Die doorgangen moeten altijd worden vrijgehouden. Bij een interventie van de nooddiensten moeten de ambulante handelaars alle nodige maatregelen nemen om hen onmiddellijk doorgang te verlenen; ze kunnen geen aanspraak maken op enige schadevergoeding. Ze moeten zo zijn opgesteld dat de rijweg minimaal een vrije doorgang heeft van 4 meter. Het gemeentebestuur van Schaarbeek wijst alle aansprakelijkheid af bij niet-naleving van die normen.

Artikel 35 : Productcategorieën

De specialisaties die op de gemeentelijke markten mogen worden verkocht, worden onderverdeeld in de volgende categorieën:

- zoute eetwaren voor onmiddellijke consumptie;
- zoete eetwaren voor onmiddellijke consumptie;
- eetwaren 'Wereldspecialiteiten': oosterse, Egyptische, Griekse ... specialiteiten;
- voedingsproducten: zuivel, kaas en afgeleide producten;
- voedingsproducten: vlees, charcuterie, gepekelde producten, rauw gevogelte en afgeleide producten;
- voedingsproducten: vis en afgeleide producten;
- voedingsproducten: gebraden gevogelte en afgeleide producten;
- voedingsproducten: specerijen, kruiden, olijven, gedroogde vruchten;
- voedingsproducten: brood & gebak;
- voedingsproducten: suikergoed en koekjes;
- voedingsproducten: gespecialiseerde voeding (Italiaans ...) en andere voedingsproducten die niet in de categorieën 4 tot 11 zijn opgenomen;

- fruit en groenten;
- planten en bloemen;
- confectiekleding voor mannen, vrouwen en kinderen;
- lingerie (ondergoed voor mannen, vrouwen en kinderen; kousen, nachtkleding, badjassen, zwemkledij, panty's enz.);
- modeaccessoires (schoenen, handtassen, riemen, portefeuilles, juwelen, horloges, sjaals, wanten, hoofddeksels, paraplu's, zonnebrillen en verwante producten);
- accessoires en voeding voor dieren;
- linnengoed (afwasbare en stoffen tafellakens, beddengoed, handdoeken enz.);
- parfum, cosmetica en verzorgingsproducten;
- huishoudproducten en -elektro, gereedschap, elektrische, elektronische en computeraccessoires, gsm's;
- vrijetijd (spelletjes, speelgoed, boek- en papierhandelsproducten, schrijfbenodigdheden, inktbuisjes, cd's, dvd's en verwante producten);
- binnenhuisdecoratie;
- rookwaren;
- sportartikelen;
- Mmerchandisingartikelen, afgeleide producten;
- demonstraties.

Het College kan die specialisatiecategorieën wijzigen om ze te harmoniseren en coherent te maken. Onverminderd artikel 501 van het Strafwetboek en artikel 13, lid 2 van de wet van 24 januari 1977, en in overeenstemming met de artikelen VI.92 t.e.m. VI.103 van het Wetboek van economisch recht, is het onder andere verboden om eetwaren te verkopen of te koop aan te bieden, die bedorven, slecht, vervalst of niet voor verbruik geschikt zijn.

Op eenzelfde standplaats mogen geen producten uit verschillende categorieën worden verkocht. Als overgangsmaatregel zullen de handelaars die geldig gemachtigd werden om producten uit verschillende categorieën te verkopen, die machtiging verder blijven genieten ten persoonlijke titel. Bij overdracht van de standplaats heeft de overnemer dus geen recht op deze overgangsmaatregel en moet hij één categorie kiezen.

Artikel 36 : Verandering van producten

Elke ambulante handelaar (met abonnement of gelegenheidshandelaar) moet de voorschriften van het gemeentebestuur van Schaarbeek strikt opvolgen, onder meer voor de beperking van de producten die te koop mogen worden aangeboden en de voorwaarden voor de toegang tot de markt. Wie de aard van de producten die hij te koop aanbiedt, wil veranderen, moet daar vooraf uitdrukkelijk toestemming vragen aan het College. Elke handelaar moet het gekozen type koopwaar minstens zes maanden behouden alvorens een verandering te vragen.

Artikel 37: Installaties

1. Algemeen moet elke handelaar die op een van de markten in Schaarbeek aanwezig is, zich houden aan de geldende normen tegen milieuverontreiniging. Aan handelaars van wie het voertuig niet op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest mag rijden, kan de toegang tot de markt worden geweigerd, zonder dat zij enige andere vergoeding kunnen vragen dan de opschorting van de betaling van hun abonnement, naar rato van de niet-gepresteerde dagen.
2. Elke abonnementhouder moet vooraf de uitdrukkelijke toestemming van het College vragen voor de installatie van een winkelvrachtwagen in plaats van een marktkraam. Met winkelvrachtwagen wordt bedoeld: het voertuig dat rechtstreeks voor de verkoop dient en daarvoor speciaal is ingericht. Dit voertuig moet binnen de standplaats blijven die aan de handelaar is toegekend en de aangewezen lijn voor de installaties bestemd voor verkoop volgen. De handelaar mag alleen transparante zeilen gebruiken om de naburige standplaatsen niet te verbergen. Het College zal de situatie soeverein beoordelen, rekening houdend met de eventuele gevolgen op de andere handelszaken, de vlotte doorgang, de openbare veiligheid en de indeling van de markt. Elke voetgangerszone moet een vrije doorgang bieden van minimum een aaneenliggende breedte van 1,5 m en een minimale hoogte van 2,20 m.
3. Elke ambulante handelaar, handelaar met abonnement of gelegenheidshandelaar moet ervoor zorgen dat zijn installatie in stilte gebeurt en geen geluidshinder veroorzaakt. Hij moet er tevens voor zorgen dat het gebruik van zijn standplaats de anderen geen schade kan berokkenen en geen gevaar is voor de veiligheid, gezondheid of openbare rust.
4. De handelaars die een elektrisch snoer over de grond gebruiken, moeten zorgen voor een veilige doorgang van de voetgangers en personen met beperkte mobiliteit.
5. De nadarafsluitingen die dienen om de markt af te bakenen en te beveiligen, mogen onder geen enkel voorwendsel gebruikt of ontleend worden door de handelaars zonder toelating.

Artikel 38 : Drankverkoop

Alleen ambulante handelaars met een standplaats voor de verkoop van eetwaren mogen drank verkopen op de openbare markten, op eigen verantwoordelijkheid.

Artikel 39 : Beschadiging van de van de rijweg en verhoogde bermen

1. De exposanten mogen de wegverharding of verhoogde bermen en de trottoirs niet beschadigen, onder meer door piketten, nagels, krammen of andere soortgelijke voorwerpen in de grond te slaan of om het even welke grondmarkering aan te brengen.
2. Het materiaal dat door de ambulante en gelegenheidshandelaars wordt gebruikt, moet alle waarborgen inzake stevigheid bieden om bestand te zijn tegen slechte weersomstandigheden, de drukte van de menigte en andere incidenten die inherent zijn aan de openbare markten.
3. Het is verboden dat de handelaars schade toebrengen aan de bloemenperken, aan de grasvelden en aan de voet van bomen door er in het bijzonder materiaal te deponeren en/of er - zelfs tijdelijk - voertuigen en/of aanhangwagens te parkeren.
4. Eventuele schade wordt in rekening gebracht bij de verantwoordelijke ambulante of gelegenheidshandelaars.

Artikel 40 : Netheid en reiniging

1. Het is strikt verboden voor de handelaars om goederen, kisten, ... neer te zetten langs de aanpalende gebouwen van de markt en aan de voet van bomen.
2. De installaties bestemd voor de verkoop van producten die ter plaatse moeten worden genuttigd, moeten over een vuilnisbak

beschikken voor afval, papier en verpakkingen waarvan de consument zich wil ontdoen. De standplaatsen en de onmiddellijke omgeving ervan moeten volledig proper blijven. Alle afval, blikjes, karton, etensresten, papier en andere verpakkingen die rondslingeren op de grond van de standplaats of de onmiddellijke omgeving ervan, moeten door de handelaar worden opgeruimd en verwijderd voordat hij zijn standplaats verlaat.

3. Het is strikt verboden etensresten of vloeistoffen zoals vet, olie, afvalwater enz. achter te laten op de voetpaden, op de openbare weg, in de zinkputten, in de hagen en aan de voet van bomen.
4. Bij niet-naleving van een van de verplichtingen zoals beschreven in de voorgaande alinea's, en meer bepaald wanneer een ambulante of gelegenheidshandelaar zijn standplaats of de onmiddellijke omgeving ervan bevuild of bedekt met om het even welk afval achterlaat, worden de kosten om de standplaats te laten reinigen aan de in gebreke blijvende handelaar aangerekend, en dat onverminderd de toepassing van alle andere vastgelegde bepalingen in dit reglement of in een andere norm.

Artikel 41 : Hygiëne

1. Het is verboden om op de een of andere manier afbreuk te doen aan de hygiëne en gezondheid van de vervoerde voedingswaren die worden uitgesteld voor verkoop, te koop worden aangeboden of worden verkocht. Alle nodige maatregelen moeten worden genomen om verontreiniging te voorkomen en de bewaring ervan te garanderen.
2. De handelaars leven de geldende hygiënenormen na en nemen voor zichzelf strikt de netheidsregels in acht.

Deze bepalingen doen geen afbreuk aan de wetten, decreten of ordonnanties waaraan ondernemingen onderworpen zijn op het gebied van regulering inzake producten en hygiëne, met name het koninklijk besluit van 13 juli 2014 betreffende levensmiddelenhygiëne.

Artikel 42 : Eerlijkheid van verkoop

Alle koopwaar moet geprijsd zijn, ofwel per stuk, ofwel per gewicht, ofwel per afmeting, met vermelding van de meeteenheid die als referentie geldt overeenkomstig de bepalingen in de artikelen VI.3 tot VI.16 van het Wetboek van economisch recht. Het is verboden om onder aan de zakken, kisten, manden enz. goederen van mindere kwaliteit te plaatsen en ze te bedekken met goederen van betere kwaliteit, zodat alleen die laatste zichtbaar zijn voor het publiek, dit met de bedoeling om de kopers te misleiden; overeenkomstig de artikelen VI.92 tot VI.103 van het Wetboek van economisch recht.

Binnen de beperkingen van normaal toelaatbare en diverse reclame volgens de aard van de te koop aangeboden producten mogen de handelaars en hun aangestelden niet op een buitensporige manier de aandacht trekken van het publiek. Daarbij is elk gebruik van een microfoon of geluidsinstallatie verboden, tenzij voor de standwerkers.

Artikel 43 : Identificatie

Elke persoon die een ambulante activiteit uitoefent op een openbare markt moet zich identificeren bij de consumenten en de gemeentebesturen met behulp van een leesbaar bord, dat goed zichtbaar op het kraam of voertuig moet worden aangebracht.

Dat bord bevat de volgende vermeldingen:

- ofwel de naam en de voornaam van de persoon die een ambulante activiteit uitoefent als natuurlijke persoon voor eigen rekening of voor wiens rekening of in wiens dienst de activiteit wordt uitgeoefend;
- ofwel de naam en de voornaam van de persoon die het dagelijkse bestuur van de rechtspersoon waarneemt of voor wiens rekening of in wiens dienst de activiteit wordt uitgeoefend;
- ofwel de handelsnaam van de onderneming en/of de commerciële benaming;
- naargelang het geval, de Gemeente waar de maatschappelijke zetel of exploitatiezetel van de onderneming zich bevindt of, indien deze zich niet in België bevindt, het land en de Gemeente waar deze zich bevindt;
- het inschrijvingsnummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen of de identificatie die deze vervangt als het om een buitenlandse onderneming gaat.

Artikel 44 : Kookapparatuur en elektrische installaties

1. Kookapparatuur

De kookapparaten en de afvoerleidingen die ermee in verbinding staan moeten zo zijn geplaatst dat ze volkomen veilig zijn. Ze moeten op een sokkel of oppervlak in onbrandbaar en slecht warmtegeleidend materiaal worden geplaatst, op een gemakkelijk toegankelijke en goed verluchte plaats; ze staan zo ver mogelijk van de uitgangen. Gastoestellen moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en de ermee verbonden besluiten. Het gebruik van kooktoestellen is alleen toegestaan in installaties die speciaal daartoe werden uitgerust.

Die installaties worden gecontroleerd door een geaccrediteerde en bevoegde instelling, volgens de voorgeschreven periodiciteit. Het certificaat moet ter beschikking worden gehouden bij controle.

Een polyvalent blustoestel met halve bluseenheid in overeenstemming met de geldende normen wordt geplaatst in elk marktkraam dat gebruikmaakt van kooktoestellen zoals frietketels, spitten, apparaten voor hotdogs, beignets, olieballen enz. Het wordt zo geplaatst dat het in alle omstandigheden toegankelijk is. Het wordt jaarlijks gecontroleerd door een bevoegde persoon van een gekwalificeerd bedrijf voor het onderhoud van draagbare blusapparaten.

2. Elektrische installaties

Alle door de handelaar gebruikte elektrische installaties zullen conform zijn met de relevante wetgeving en reglementen. De handelaar zal in geval van controle het inspectieverslag betreffende de wettelijke en verplichte inspectie van zijn toestellen ter beschikking houden.

Alle toestellen voor drijfkracht en energiebronnen, zowel enkel draagbaar als vaste in een daarvoor aangepast voertuig, moeten voldoen aan de daarvoor geldende wettelijke normen, opdat hun werking geen enkele belemmering en geen brandgevaar zou inhouden. Bovendien moeten ze naar behoren beveiligd zijn om elk ongeval te vermijden.

De eventuele aansluitings- en verbruikskosten voor elektriciteit vallen ten laste van de ambulante handelaars in overeenstemming met het desbetreffende retributiereglement.

Artikel 45 : Aansprakelijkheid - Verzekeringen

1. De ambulante handelaar is volledig aansprakelijk voor ongevallen waarvan hijzelf, zijn aangestelden, zijn personeel en derden op de markt het slachtoffer worden door toedoen van:
 - de inname van de markt door alle koopwaar, elke installatie, elk voertuig, alle materiaal dat aan hem toebehoort of waarover hij beschikt,
 - het gebruik dat ervan wordt gemaakt.
2. De ambulante handelaar is tegenover het gemeentebestuur van Schaarbeek aansprakelijk voor de schade die wordt

veroorzaakt door een fout of nalatigheid van hemzelf of zijn personeel aan de wegen, verhoogde bermen, voetpaden, bomen, groene ruimten, banken, fontein en of openbare voorzieningen die zich op de standplaats of in de onmiddellijke omgeving van de markt bevinden.

3. De daders van elke beschadiging van welke aard ook kunnen wettelijk worden vervolgd. De toestemming om koopwaar of om het even welke voorwerpen neer te zetten op en tijdens het houden van de gemeentelijke markten houdt niet in dat ze worden bewaakt en bewaard.
4. De betaling van de standplaatsvergoeding wil niet zeggen dat het gemeentebestuur van Schaarbeek daar speciaal toezicht op houdt.
5. De ambulante handelaars moeten de nodige verzekeringspolissen nemen als dekking voor alle risico's die voortvloeien uit de inname van de standplaats op de markt, en het gebruik dat ervan wordt gemaakt.

De houder van de standplaats moet het gemeentebestuur van Schaarbeek een eensluidend verklaard afschrift van de polis bezorgen vóór de inname van de standplaats; de ambtenaar van het gemeentebestuur van Schaarbeek kan op elk moment vragen om daarvan een kopie voor te leggen.

Artikel 46 : Gemeentepersoneel op de markten

Voor de toepassing van dit reglement moeten de houders van een standplaats zich schikken naar de instructies van de personen of ambtenaren die het College heeft aangesteld.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 27 mei 2026.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De Burgemeester dd,



Martin DE BRABANT